

Le modèle du Fonds d'Epargne

Économie générale

Le modèle du Fonds d'épargne

ÉPARGNE DES FRANÇAIS

Épargne collectée par les réseaux
bancaires = 403 Md€

Épargne centralisée CDC = 237 Md€
au 31/12/2016



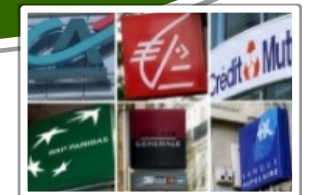
Rémunérer et
sécuriser l'épargne
Liquidité

Rémunérer
la garantie de l'État
Prélèvement



Portefeuille
actifs
financiers

Rémunérer les réseaux
bancaires collecteurs
Coût des commissions



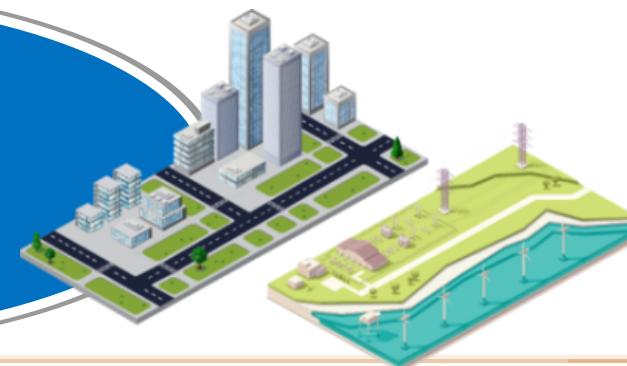
Emplois d'intérêt général identifiés par l'État,
tout particulièrement le logement social :

Encours total de prêts au 31/12/2016 = 182 Md€

☒ Prêts au logement social et à la politique
de la ville : 86 %,

☒ Prêts au secteur public local : 14 %.

Prêter pour
l'intérêt général



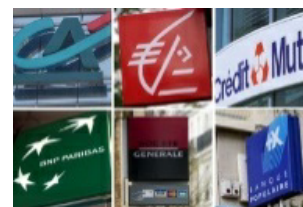
70 Md€ au 31/12/2016

Le circuit de l'épargne

*Que deviennent 165 euros
placés sur un livret A ?*



Mme Duchemin
dépose 165 €
sur son livret A



Sa banque conserve
65 €.



La Caisse des Dépôts
centralise 100 € ...



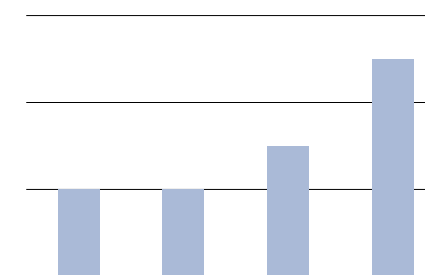
... 64 € sont prêtés

55 € pour le financement du logement
social et de la politique de la ville

9 € pour le financement du
secteur public local

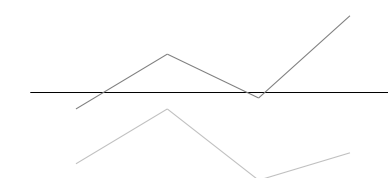


... et 36 € sont placés



5 € en actions

31 € en produits de taux



Le portefeuille du Fonds d'épargne participe au financement de l'économie française
et européenne.

Les ressources

Le modèle du Fonds d'épargne

La quantité et le coût de la ressource disponible au Fonds d'épargne dépendent principalement :

- ▶ du niveau des dépôts des épargnants,
- ▶ du taux de centralisation,
- ▶ du taux du livret A,
- ▶ du taux de commissionnement des réseaux collecteurs, dont dépend l'équilibre financier du Fonds d'épargne et sa capacité à financer les priorités définies par les pouvoirs publics.

Le taux du livret A : formule actuelle et nouvelle formule

Ancienne
formule

$$Taux LA = \text{Max} \left\{ \frac{\text{inflation}}{2} + \frac{(\text{Eonia} + \text{Euribor 3 mois})/2}{2} ; \text{inflation} + 25 \text{ bps} \right\}$$

Assurer un positionnement concurrentiel
et la cohérence avec la politique
monétaire

Préserver le pouvoir
d'achat des épargnants

Nouvelle
formule

$$Taux LA = \text{Max} \left\{ \frac{\text{inflation}}{2} + \frac{\text{Eonia}}{2} ; \text{inflation} + 25 \text{ bps}^* \right\}$$

Lissage sur 6 mois de l'inflation et l'Eonia
(suppression de l'Euribor 3 mois)

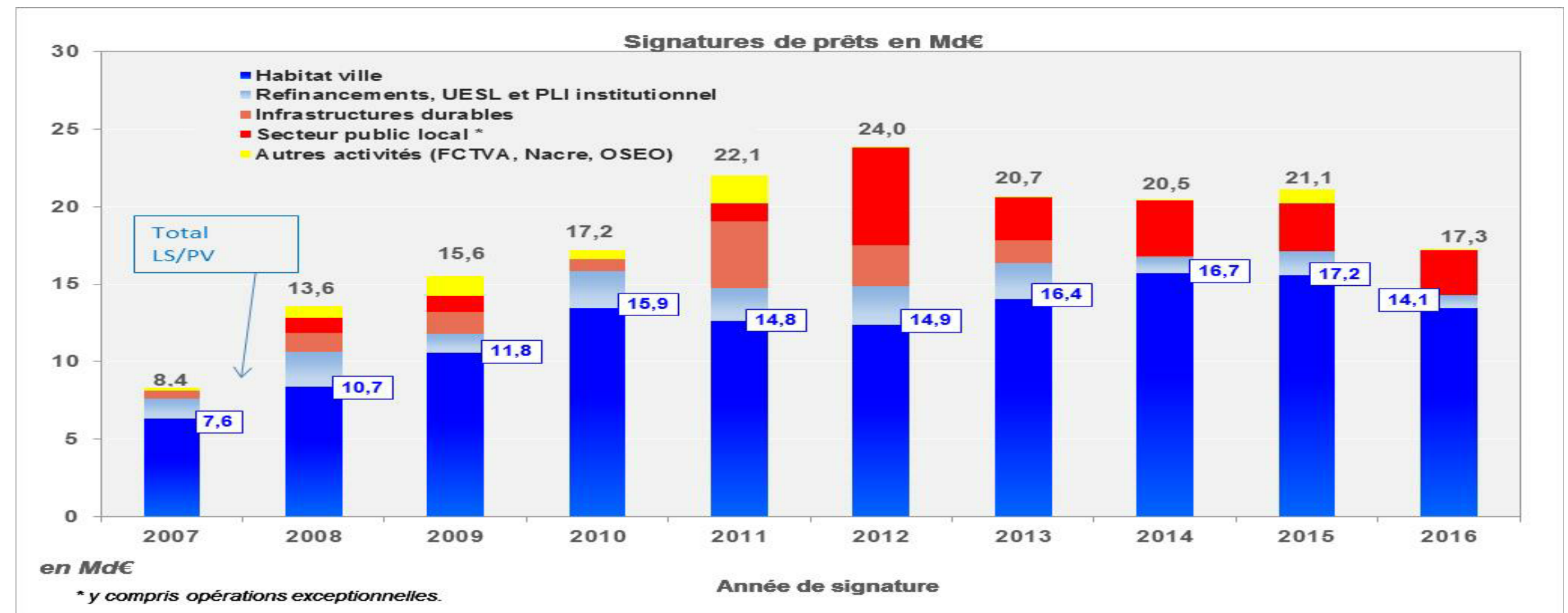
* Suspension du surplus de 25
bps si l'inflation est supérieure
à : Eonia + 25 bps

Assurer la viabilité économique du modèle

► Contexte

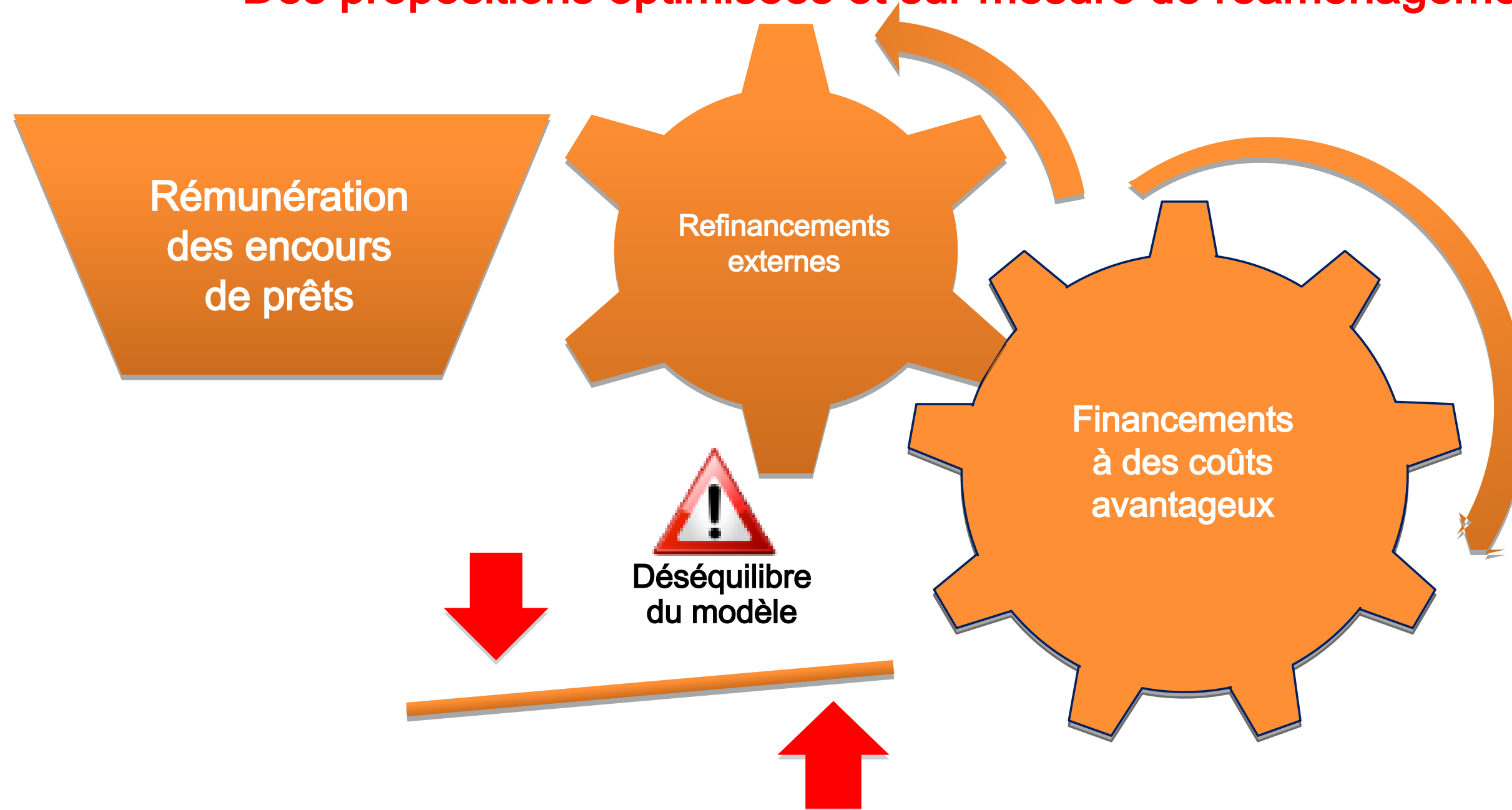
- ⊠ Une activité encore élevée en 2016
- ⊠ Un poids croissant dans le bilan du fonds d'Epargne

- ⊠ Une production de prêts qui reste très soutenue même si elle est en baisse par rapport à 2016.
- ⊠ Des dispositifs 2015 non reconduits: Prêt AL, FCTVA pour 1,5 Mds€, entre-deux ANRU
- ⊠ Une baisse réelle dans le champ LS (agréments 2014) et concurrentiel



Une ingénierie financière au service des organismes

Des propositions optimisées et sur mesure de réaménagement de la dette



Ingénierie financière :
conseil et propositions



L'offre de prêts sur Fonds d'Epargne

Le Fonds d'épargne : un prêteur pas comme les autres

Une politique de tarification unique,
pour un type de prêt donné, quel
que soit l'emprunteur

Taux des prêts indépendant
des durées offertes

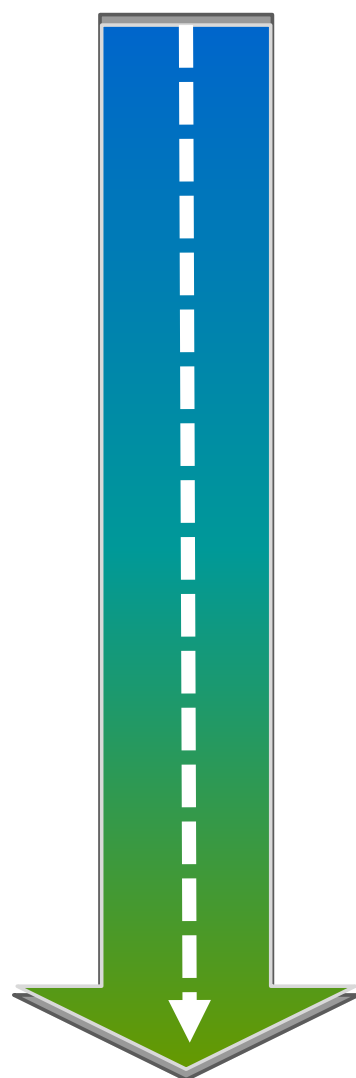
Tarification des prêts
en fonction du caractère
social des biens financés
et adaptée à leurs spécificités

Des prêts octroyés
à très long terme

- ☒ 21 Md€ de nouveaux prêts signés en 2016, dont 17,3 Md€ au logement social et à la politique de la ville.
- ☒ Le Fonds d'épargne, principal prêteur des bailleurs sociaux, détient 80 % de leur dette.

Notre offre de prêts telle qu'elle est présentée aux emprunteurs

Type
d'opération



Offre produits

Construction
de logements



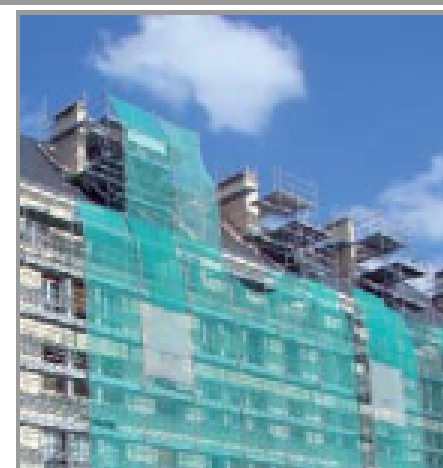
PLAI
PLUS
PLS
PLI
PHARE
PLU
Logement
de fonction

Acquisition
et amélioration
du patrimoine



PLAI
PLUS
PLS
PLI
PHARE
PLU
Transfert
de patrimoine

Réhabilitation
du patrimoine



PAM
PHARE
PLU
Habitat privé

Aménagement
Portage foncier
Développement
des quartiers



GAÏA
PPU
PRU AM

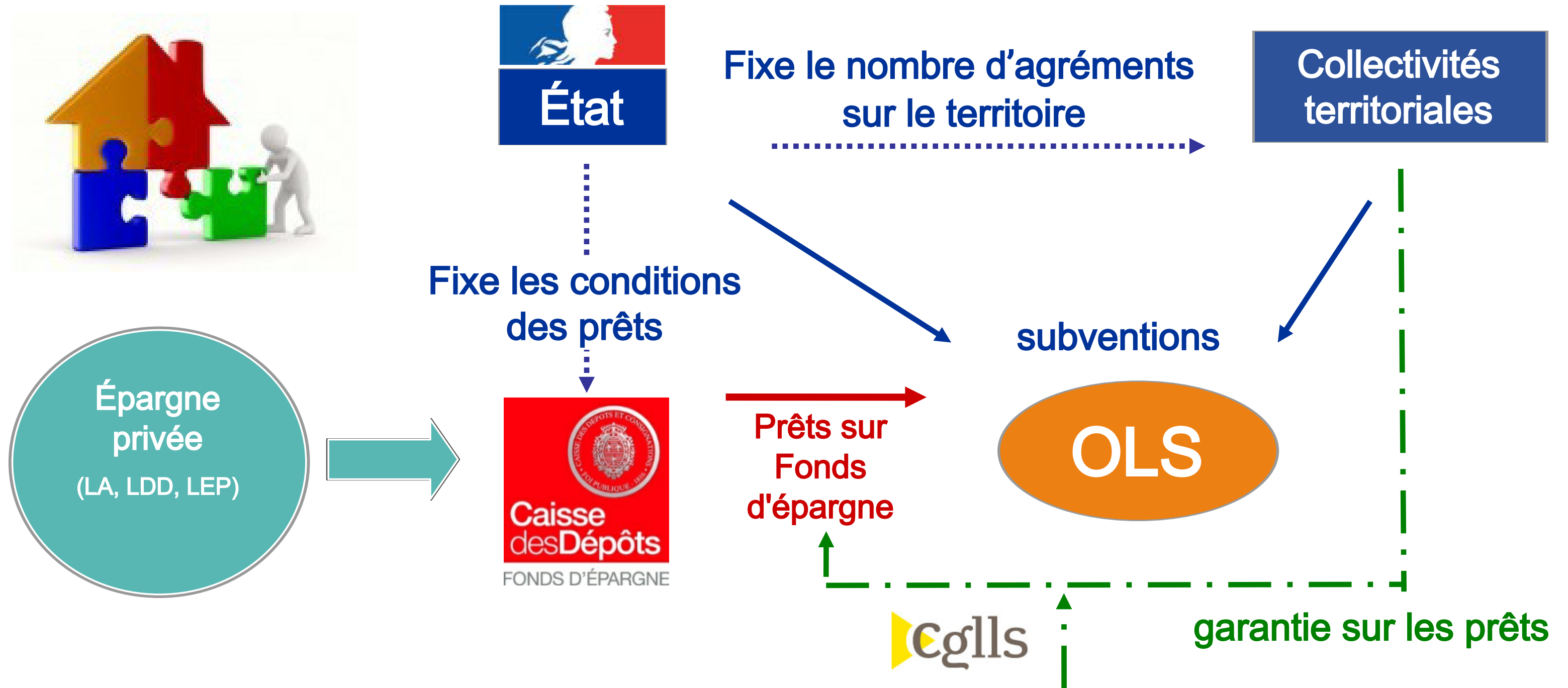
Projets
de long terme
du secteur public
local



Prêts au secteur
public local
(dont prêts
croissance verte)

Logement locatif social

Les acteurs du modèle



Actualités : évolution de l'offre et des services pour le logement social

Le Prêt Haut de bilan bonifié Caisse des Dépôts - Action Logement *Un soutien à l'accélération des investissements*

Contexte et objectifs

- ☒ Enveloppe de **2 Md€** bonifiée par la CDC (section générale) et Action Logement ;
- ☒ Pour **accélérer** les investissements et créer un effet de levier sur tous les territoires
- ☒ **Priorité** aux interventions sur le parc existant - **rénovation thermique**
- ☒ Dispositif ouvert à la production neuve

Conditions d'éligibilité

- ☒ Potentiellement tous les OLS sur le territoire métropolitain et en Outre-mer

Sous contrainte de ressources

Durée	• Entre 30 et 40 ans
Différé d'amortissement	• Total sur les 20 premières années
Taux	• Taux zéro de 0 à 20 ans • TLA +0,60 sur 10 ou 20 ans à partir de la vingtième année
Garantie	• Collectivités locales ou CGLLS*
Amortissement	• Constant, périodicité annuelle
RA	• En tout temps sans pénalité

(*1,5 Md€ maximum coût 2,00 %)

Une offre globale pour accompagner les enjeux de réhabilitations des OLS

PAM Taux Fixe

Volet
réhabilitation
classique

PAM classique

Volet
réhabilitation
classique

Éco-prêt

Volet thermique

PAM Amiante

Volet
Désamiantage

*L'interlocuteur
CDC, offre un
conseil adapté à la
stratégie de l'OLS*

Zones détendues : vacance, coût de la démolition et réhabilitation

Un besoin de reconfiguration du parc

Toutes les zones à l'exception des zones A et B1

En complément du dispositif de mutualisation HLM (3 500€ par logement) et pour faciliter la mise en œuvre des programmes de démolition et de reconfiguration du parc social en zones détendues, la Caisse des Dépôts peut réaménager la dette des bailleurs concernés :

- *Un réaménagement de la dette dégageant un gain actuariel de 5 000€ par logement démoli*

Aide à la Démolition



Le logement locatif social : perspective et enjeux

Les principaux objectifs des pouvoirs publics :

- ❑ financer la construction de 150 000 de logements par an,
- ❑ réhabiliter thermiquement 120 000 logements par an.

Développer

- ❑ Construction de logements neufs.
- ❑ Acquisition de patrimoine privé (suivi ou non de travaux d'amélioration).



Rénover

- ❑ Opérations de réhabilitation.
- ❑ Travaux d'amélioration de la qualité de service (propreté, sécurité, espaces collectifs).



Le développement durable :
pour un parc social plus écologique et moins énergivore
Encourager les bailleurs sociaux à intégrer cet enjeu avec des prêts adaptés et bonifiés
(Éco-prêt et prêt anti-amiante).

Projets urbains & politique de la ville

Redynamiser les quartiers prioritaires



Politique de la ville et
**RENOVATION
URBAINE :**
des enjeux sociaux
et économiques

Réduire
les inégalités
sociales

Promouvoir
la mixité
sociale

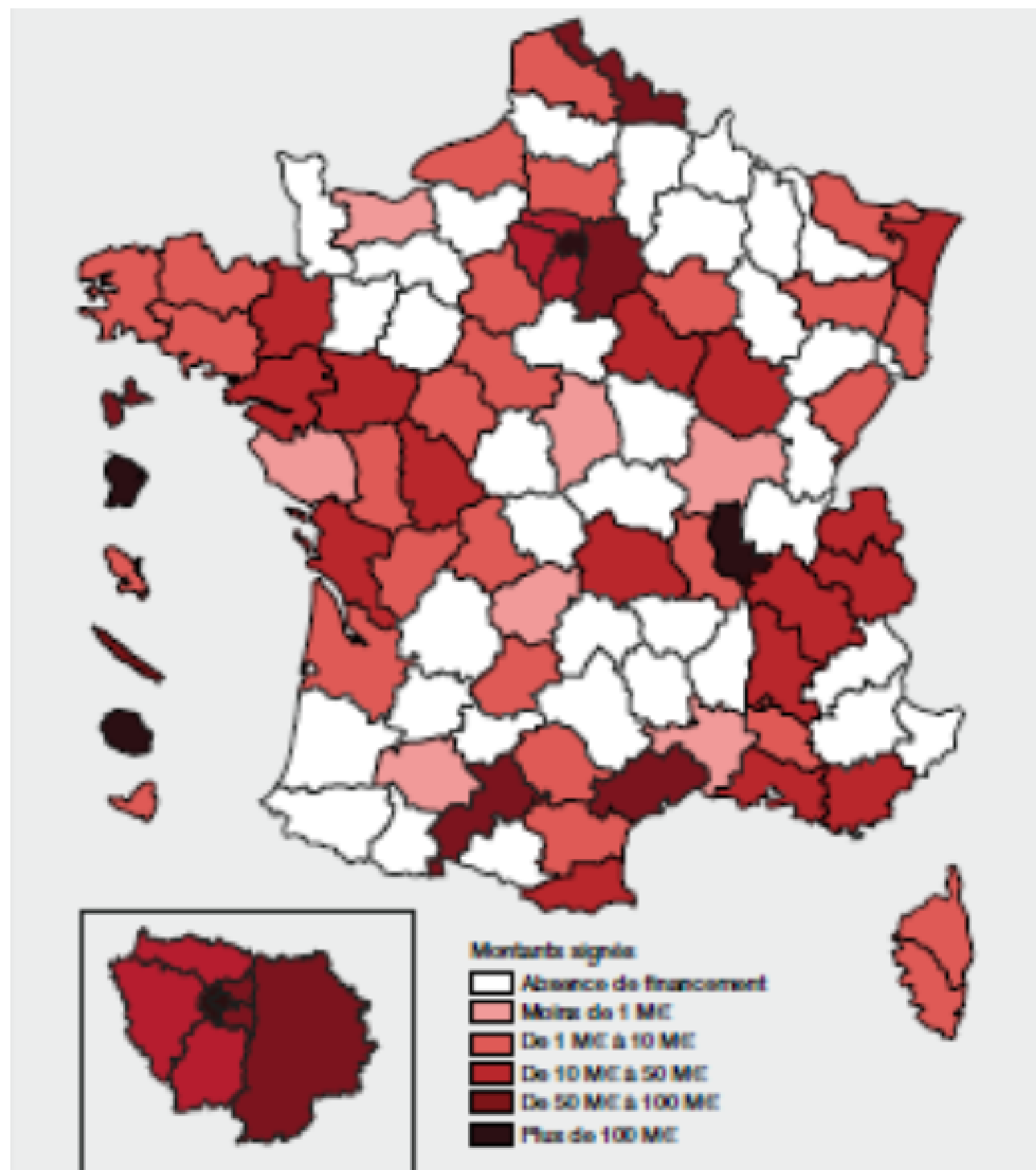
Instaurer un
dynamisme
économique

Réhabiliter
l'image des
quartiers et de ses
habitants

Acquisition et
aménagement des terrains
(ZAC, concession
d'aménagement...)

Financement
d'équipements publics
(crèches, écoles,
centres culturels...)

Investissements à
caractère économique
(centres commerciaux,
unités de production,
immobilier d'activité...)



Couverture des prêts Gaïa court terme par département

En montant des prêts signés depuis 2006
données internes Caisse des Dépôts

Projets urbains & politique de la ville

Favoriser la maîtrise foncière

FONCIER :
enjeux du
Développement urbain
et de l'habitat

Mobiliser
le foncier
disponible

Maîtriser
le coût
du foncier

Portage des terrains pour
favoriser la réalisation
de logements sociaux



Le numérique : un levier au service de vos attentes

*DÉCOUVREZ LE SITE
DES PRÊTS SUR FONDS
D'ÉPARGNE:*

www.prêts.caissedesdepôts.fr

DEVENIR CLIENT COMPRENDRE S'INFORMER



Scannez le QR Code avec votre smartphone pour accéder directement au site



G R O U P E



Merci pour votre attention